



Recherche publique et enseignement supérieur menacés

L'intersyndicale des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur de l'Université de Bourgogne, du Centre INRA de Dijon et de l'ENESAD appelle :

- à une **Assemblée Générale le 9 mars 2004 à 12h**
amphi Recoura hall central de l'UFR Sciences et Techniques à Mirande
- à suivre la **journée nationale de grève le 12 mars 2004**
et à **manifester à 11h place Wilson à Dijon**

Contact : recherche.dijon@laposte.net

<http://recherche.dijon.free.fr>

FORMATION ET RECHERCHE, CIBLES DE LA LOI DU MARCHÉ

Les réformes actuelles contre l'enseignement supérieur et la recherche (Université, ENESAD, CNRS, INSERM, INRA...) se font dans le cadre de libéralisation internationale conduite par l'O.M.C. par l'intermédiaire notamment de l'Accord Général sur la Commercialisation des Services. Cet accord vise à faire entrer la concurrence dans tous les secteurs largement régis par le service public (éducation, recherche, santé, culture). C'est dans ce contexte que sont appliquées les réformes visant l'enseignement supérieur (LMD et autonomie des universités), pour construire le marché de l'éducation.

Ces attaques s'inscrivent dans une logique déjà combattue en 2003 (loi de « modernisation universitaire », réforme des retraites, réforme du statut des intermittents, réforme de l'indemnisation chômage). Il y a là une politique de mépris systématique des travailleurs, des professions intellectuelles du pays (enseignants, chercheurs, juges, journalistes, artistes...), et des catégories les plus démunies (chômeurs, pauvres et enfants pauvres).

Cette doctrine a des conséquences tragiques comme celle dite de la « canicule ». Exemple dramatique de la maîtrise comptable des dépenses de santé : services de gérontologie ne disposant plus de quoi répondre aux besoins urgents, suppression de lits (- 30%), médicaments dé-remboursés, et, enfin, manque cruel d'effectifs dans les hôpitaux.

La liste des services publics privatisés-privatisables est longue. Sous la houlette du MEDEF, c'est le modèle d'entreprises et de services publics avec ses acquis sociaux, tel qu'il s'est installé en France à la Libération, qui est stigmatisé et "l'ouverture à la concurrence" et le désengagement de l'Etat qui sont prônés. Le gouvernement Raffarin a multiplié les annonces de privatisation : EDF, GDF, France Telecom, Caisse des Dépôts et Consignations, Air France.

Formation supérieure et recherche sont en ligne de mire, comme les autres services publics.



LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Aujourd'hui, on n'offre aucune perspective de carrière aux étudiants et jeunes chercheurs, malgré 8 à 11 années d'études et de préparation aux concours les plus sélectifs pour seulement 10 % d'élus qui trouvent un poste. Aujourd'hui, le contrat moral est rompu : le gouvernement remplace 550 postes dans les établissements publics à caractère scientifique et technique par des contrats de mission ou CDD d'une durée de 3 à 5 ans. Comment accepter cette précarisation des postes de la recherche après tant d'années de sacrifices ? Déjà, les étudiants sont de moins en moins nombreux à s'engager dans la recherche. Beaucoup profitent de l'opportunité de bourses d'études post-doctorales à l'étranger pour y trouver un emploi et y construire leur carrière, sans perspectives de retour en France. C'est la fuite des cerveaux vers l'étranger alors que c'est la France qui a payé leur scolarité et investi dans leur formation.

Sans recherche, il n'existe pas d'enseignement supérieur de qualité, pas de progression des savoirs transmis, pas d'innovation, pas de création d'entreprises, pas de création d'emplois.

RECHERCHE PUBLIQUE SINISTRÉE EN BOURGOGNE

Alors que la Bourgogne rassemble 2,7 % des emplois et de la population de la France, et crée 2,6 % des richesses nationales (PIB), elle ne compte que 1,1 % des emplois de recherche publique. Elle laisse près de 80 % du financement de la recherche au secteur privé (sources INSEE-MJENR).

L'effectif CNRS en Bourgogne, avec ses 171 agents, ne représentait en 2002 que 0,6 % des effectifs nationaux (43,2 % en Ile-de-France, 11,6 % en Rhône-Alpes, 3,1 % en Lorraine, 2 % en région Centre) (source CNRS).

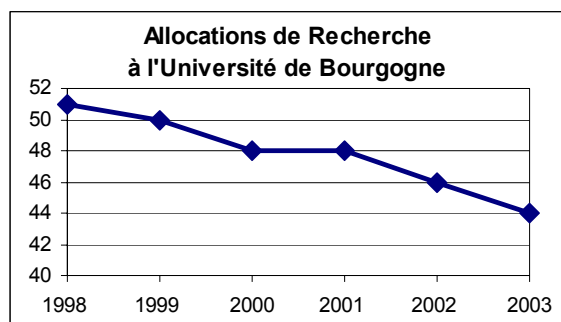
A l'ENESAD (Établissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique Dijonnais) les activités de formation d'ingénieurs, de recherche et d'ingénierie sont affectées par des baisses significatives de crédits et de personnel en 2004 :

13 % de moins sur la dotation générale en 2003 et réduction des montants de certaines conventions nationales allant jusqu'à 50 % ; gel du renouvellement des postes titulaires ; aucune création de postes d'enseignants-chercheurs et d'ingénieurs ; suppression des postes d'administratifs et de techniciens ; risques de suppression de 20 à 30 emplois CDD à moyen terme. La réorganisation de l'enseignement supérieur agronomique, engagée par le Ministère de

l'Agriculture dans un objectif annoncé de compétitivité et de lisibilité de pôles de compétences, s'inscrit dans cette logique de restriction des dépenses publiques affectées à l'enseignement supérieur.

À l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) on déplore une réduction drastique du budget 2004 des services d'appui à la recherche : plus d'entretien du patrimoine bâti, baisse pour la formation permanente en euros constants, etc. Cela s'ajoute à la suppression de 111 postes de titulaires au niveau national.

Le désengagement de l'état à l'UNIVERSITE



Créations de postes d'enseignants-chercheurs à l'Université de Bourgogne

1996-1999	78
1999-2003	34
2004	-1

RECHERCHE PUBLIQUE ET INDÉPENDANCE DE LA RECHERCHE

La réduction du nombre de postes dans la fonction publique, la précarisation par l'introduction des CDD ou des contrats de mission pour la recherche la baisse des crédits alloués aux laboratoires de recherche et la logique de mise en place de projets de recherche à court terme sont autant de facteurs mettant en péril la recherche scientifique dans notre pays.

Aujourd'hui, le budget de fonctionnement de la recherche publique française n'est financé par des crédits publics qu'à hauteur de 20 à 40 %, ce qui contraint les laboratoires à fonctionner avec 60 à 80 % de ressources propres, issues de contrats industriels et de crédits de fondations.

En 2003, la subvention de l'État au CNRS a baissé de 30 %. Si l'on prend en compte l'inflation, le budget du CNRS n'a pour ainsi dire pas progressé depuis 15 ans !

Ne survivront à ces attaques incessantes que les thèmes et disciplines que le gouvernement et certaines entreprises auront décidé de laisser vivre.

Face à ce désengagement de l'État, les universités et les grands organismes doivent se tourner de manière croissante vers le privé et les collectivités territoriales pour boucler leur budget, ce qui pose le problème de la liberté et de l'indépendance de la recherche. Par exemple une enquête du Los Angeles Times montre que 19 des 40 articles publiés en trois ans dans la rubrique de "drug therapy" d'une prestigieuse revue américaine ont été réalisés par des médecins rémunérés par les fabricants des médicaments qu'ils étaient chargés d'évaluer. Les scandales des insecticides Gaucho et Regent, des phosphates dans les lessives, de l'amiante, etc., sont suffisamment d'actualité pour que nous soyons en lutte contre cet asservissement programmé de la recherche publique.

Les grandes orientations de demain doivent susciter un débat de société. Un des rôles du chercheur est de mettre à la portée des citoyens les informations à composantes techniques et scientifiques qui leur permettront d'être acteurs des choix sociétaux.

L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

• Moyens financiers, crédits contractualisés par le ministère :

Entre 1999 et 2003, en tenant compte du changement de répartition entre équipement et fonctionnement et d'une inflation moyenne de 2 % par an, on aboutit à une **baisse** d'environ **6,5 %** pour les crédits des enseignants-chercheurs.

Si on intègre dans ces chiffres les crédits d'infrastructure, **la baisse** reste de **3,5 %** environ.

La situation est encore plus grave si on considère que le potentiel de recherche des équipes de l'Université de Bourgogne a augmenté dans le même temps : +10 % entre 1999 et 2003.

En résumé, et en étant optimiste on peut dire que les moyens dont dispose chaque enseignant-chercheur de l'Université de Bourgogne est, au début du contrat, **en baisse d'au moins 4%** par rapport à 1999. Il est évident que la situation s'aggravera au cours du contrat du fait de l'inflation.

• Une remise en question des Groupements de Recherche

Le groupement de recherche CNRS, GDR 2474 "*Morphométrie et évolution des Formes*" piloté à Dijon, lien entre les Sciences de la Terre, les Sciences de la Vie et les Sciences Humaines et Sociales au niveau national, a vu ses crédits diminuer de 83 % en 2003. Si les crédits chutent encore cette année, c'est la condamnation à terme de cette structure : le soutien aux programmes de recherche ne sera plus possible, et les chercheurs de Dijon, Montpellier, Lyon, Paris, Lille ne pourront plus se rencontrer pour échanger leurs résultats et mettre en commun leurs outils.

IMPLICATIONS SOCIALES DE LA RECHERCHE

Quelles richesses pour demain ?

L'innovation est le principal moteur du développement économique et du progrès social. Sous prétexte de « défonctionnariser la recherche », le gouvernement Raffarin nous offre la perspective d'un avenir sans recherche, sans innovation, sans perspectives de création d'emploi. En refusant de préparer l'avenir par l'activité de recherche, l'État se désengage de l'avenir de ses citoyens.

Les entreprises courent derrière des résultats à court ou moyen terme ; elles n'ont pas vocation à financer la recherche fondamentale. C'est pourquoi nombre de dirigeants de start-ups et d'entreprises s'accordent à dire que seule la recherche publique permet de constituer le fonds de connaissances fondamentales nécessaires pour innover aujourd'hui. Qu'en sera-t-il demain ? Où nos entreprises trouveront elles leurs sources d'inspirations ?

Sans recherche fondamentale, il n'existe pas de recherche appliquée

Sans recherche publique, il n'existe pas de recherche industrielle

Si la France ne se prépare pas aux enjeux scientifiques de demain, si elle ne reste pas une force de proposition, elle deviendra le vassal des pays qui auront, eux, misé sur l'avenir et la recherche.

Si aujourd'hui le rayonnement international de la France passe par les contributions fondamentales de chercheurs comme Pierre Bourdieu ou Axel Kahn, qu'en sera-t-il demain, lorsque nos plus brillants chercheurs auront quitté le pays ? Les grands progrès médicaux réalisés ces dernières années sont issus de la recherche fondamentale.

Sans recherche fondamentale, notre compréhension du monde n'évoluera plus, notre culture perdra de sa vitalité, notre pays perdra sa compétitivité sur les plans économique, intellectuel et social.

Implications sociales de la recherche en Bourgogne

La surmortalité liée à la canicule prévisible ? Directeur du laboratoire « Climat et Santé » à la faculté de médecine de Dijon, J.-P. Besancenot a publié l'an dernier un article de synthèse sur la surmortalité observée lors des grandes vagues de chaleur. Son enquête qui aurait pu donner l'alerte est parue dans la revue spécialisée « *Environnement, Risques & Santé* » qui s'adresse aux médecins travaillant sur les questions d'environnement, ainsi qu'aux administrations impliquées (directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales).

L'une des missions de l'**ENESAD** est l'appui à l'enseignement agricole technique et supérieur français (didactique professionnelle, professionnalisation de la formation). Ces activités répondent, à la

demande du Ministère de l'Agriculture, à des préoccupations directes de l'enseignement agricole : production de supports pédagogiques, développement de référentiels de formation, développement de nouvelles modalités de formation, développement et maintenance des logiciels pédagogiques (grand succès récent du simulateur de la taille de la vigne) et de gestion des établissements. La forte réduction du soutien du Ministère de l'Agriculture aux activités de l'**ENESAD** condamne à terme ses capacités d'innovations pédagogiques, la qualité des formations et le bon fonctionnement des établissements de l'enseignement agricole.

À l'INRA, ce ne sont pas Monsanto et Bayer qui financeront les recherches pour réduire des pollutions d'origine agricole.